

Reconduction des programmes d'infrastructures

Le gouvernement fédéral doit rehausser la priorité du transport collectif

Montréal, le 22 mars 2013 – Réagissant au budget fédéral annoncé hier, TRANSIT – l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec estime que le prochain programme d'infrastructures, dont les grandes orientations et les sommes ont été annoncées hier, devra investir davantage dans les transports collectifs. La reconduction annoncée sur dix ans prévoit un montant global, mais les sommes allouées par types d'infrastructures restent à préciser. TRANSIT demande que la priorité soit donnée aux transports collectifs, faisant écho aux demandes des villes et des citoyens partout au pays, en plus d'offrir d'indéniables retombées économiques, environnementales et de désengorger la mobilité dans les métropoles aux infrastructures vieillissantes.

« Il est indéniable que les transports collectifs forment une priorité d'infrastructure et que le gouvernement fédéral est en retard sur ses responsabilités, en montants investis. Il y a quinze ans, à peine, le fédéral était quasiment absent de leur financement; aujourd'hui ce doit être au haut de la liste », affirme Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville. « Ces investissements ne doivent pas être qu'économiques, ils doivent porter le développement durable, d'où la priorité à donner aux transports collectifs ».

L'an dernier, TRANSIT a souligné que grâce aux fonds fédéraux, issus du Fonds Chantier Canada et maintenant épuisés, Toronto est parvenu à prolonger son métro et remettre en état la gare Union, Calgary a amélioré ses installations de trains légers sur rail et d'autobus express, Vancouver a instauré des systèmes de paiements intelligents et amélioré le service de SkyTrain et de trains de banlieue. « À Québec, à Montréal et dans toutes les villes québécoises, les besoins sont significatifs et pour atteindre nos objectifs de mobilité durable, il est essentiel que le gouvernement fédéral rehausse ses efforts. Le statu quo coûtera bien plus cher et les montants annoncés hier ne peuvent actuellement pas nous rassurer à cet égard », estime Étienne Grandmont, directeur général d'Accès transports viables.

- 30 -

À propos de TRANSIT

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont l'ajout d'une série de mesures de mitigation lors des grands travaux routiers, une suspension du développement des infrastructures routières dans les régions urbaines au profit de la réfection des routes et des transports collectifs, le prolongement et l'augmentation du financement de la politique québécoise sur le transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : www.transitquebec.org.

Renseignements :

Philippe Cousineau Morin

[514-799-1906](tel:514-799-1906)

info@transitquebec.org